

COMITÉS CONSULTATIFS DE RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS OU LITIGES DANS LES MARCHÉS PUBLICS : UN NOUVEAU DÉCRET

L'essentiel

Un décret du 8 décembre 2010 (cf. pièce jointe) abroge et remplace le décret du 3 septembre 2001 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCRA).

Ces comités sont des organismes consultatifs de conciliation qui peuvent être saisis de tous différends ou litiges survenus au cours de l'exécution d'un marché public. Ils ne sont ni des juridictions, ni des instances d'arbitrage. Ils recherchent des éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable. Ils émettent des avis que le pouvoir adjudicateur est libre de suivre ou non.

Les dispositions de ce décret prises en application de l'article 127 du code des marchés publics, ont pour objectif de **simplifier le fonctionnement des CCRA** et d'améliorer le service rendu notamment aux entreprises.

Les CCRA peuvent désormais être saisis sans formalité préalable. Le titulaire du marché n'est en effet plus dans l'obligation d'adresser une réclamation au pouvoir adjudicateur avant de saisir le CCRA. La saisine, qu'elle émane du pouvoir adjudicateur ou du titulaire du marché, est désormais faite par une simple note détaillée, exposant les motifs du différend et, le cas échéant, la nature et le montant des réclamations formulées (article 5 du décret).

Dans sa réponse à une demande de la FNTP concernant certaines dispositions de ce texte, la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'économie confirme :

- la **suppression du mécanisme de rejet tacite de l'avis du comité faute pour le pouvoir adjudicateur d'avoir notifié sa décision à l'entreprise dans les 3 mois suivant la date de notification de l'avis du Comité,**
- **l'entrée en vigueur de ce décret le 12 décembre 2010, y compris pour les affaires en cours d'instruction devant les comités.**

Pour en savoir plus, un espace d'informations sur les CCRA a été créé sur le site du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, sous la rubrique « commande publique », à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/ccra/index.htm

Contact : daj@fnfp.fr

TEXTES DE REFERENCE :

- décret n° 2001-797 du 3 septembre 2001 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
- décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010, ci-joint, relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (JO du 11 décembre 2010)
- code des marchés publics (article 127) et CCAG Travaux 2009 (article 50.4)

1) Objet des comités

ARTICLE 1 DU DECRET

Les comités de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics sont des organismes consultatifs de conciliation, qui peuvent être saisis de tous différends ou litiges survenus au cours de l'exécution d'un marché public. Ils recherchent les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable (code des marchés publics, article 127).

Les comités ne sont ni des juridictions, ni des instances d'arbitrage. **Ils émettent des avis que les maîtres d'ouvrage sont libres de suivre ou non.**

2) Comité national et comités locaux

ARTICLE 1 DU DECRET

Le comité national peut être saisi pour résoudre les difficultés liées à l'exécution des marchés passés par :

- les services centraux de l'État ;
- les établissements publics de l'État autres que ceux qui ont un caractère industriel et commercial, lorsque le marché couvre des besoins excédant le ressort d'un seul comité local ;
- les services à compétence nationale, lorsque le marché couvre des besoins excédant le ressort d'un seul comité local.

Attention ! Le comité national n'est pas l'instance d'appel des comités locaux.

Les comités locaux (Paris, Versailles, Nantes, Bordeaux, Lyon, Nancy et Marseille) peuvent être saisis pour résoudre les difficultés liées à l'exécution des marchés passés par :

- les collectivités territoriales, leurs groupements et établissements publics,
- les services déconcentrés de l'État,
- les établissements publics de l'État et les services à compétence nationale lorsque les marchés couvrent des besoins relevant du ressort d'un seul comité local.

Le ressort territorial de chacun de ces comités apparaît en dernière page de la présente « INFORMATIONS ». Leurs coordonnées sont consultables sur le site du ministère de l'économie, à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/ccra/index.tm

3) Composition des comités

ARTICLES 2 ET 3 DU DECRET

Les comités sont composés de :

- deux magistrats, président et vice-président du comité, nommés pour trois ans par le ministre chargé de l'économie,
- deux fonctionnaires de l'Etat ou deux représentants de collectivités territoriales, nommés pour trois ans ou pour la durée de leur fonction élective et choisis sur une liste par le président du comité à l'occasion de chaque affaire,
- **deux représentants des entreprises** appartenant au même secteur d'activité que le titulaire désignés pour le Travaux Publics par les FRTP.

Un représentant du ministère de l'économie (le comptable public assignataire du marché pour les comités locaux) siège avec voix consultative.

Seuls les deux magistrats sont permanents : les autres membres sont choisis à l'occasion de chaque affaire. Les membres du comité ne doivent pas avoir eu à connaître de l'affaire auparavant

4) Comment saisir le comité compétent ?

ARTICLE 5 DU DECRET

Le comité peut être saisi sans formalité préalable par le pouvoir adjudicateur ou par le titulaire du marché **par une simple note détaillée, exposant les motifs du différend** et, le cas échéant, la nature et le montant des réclamations formulées.

Cette note est accompagnée des pièces contractuelles du marché et de toutes correspondances relatives au différend. Elle est adressée au comité par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, ou déposée contre récépissé au secrétariat du comité.

Le secrétariat du comité informe l'autre partie de la saisine.

La saisine des CCRA, ainsi que leur instruction, est gratuite : seuls sont à la charge du saisissant les frais d'envoi et de reprographie des pièces, ainsi que le cas échéant les frais d'avocat.

5) La saisine d'un CCRA suspend les délais de recours

ARTICLE 8 DU DECRET ET 127 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

La saisine d'un CCRA suspend les délais de recours qui s'imposent au titulaire du marché en vertu des pièces contractuelles (CCAG par exemple).

Ces délais ne recommencent à courir qu'à compter de la notification, au titulaire du marché, de la décision expresse du pouvoir adjudicateur prise après avis du comité

6) Déroulement de la procédure

ARTICLE 6, 7 ET 8 DU DECRET

Les CCRA rendent leur avis dans un délai de 6 mois

Instruction du dossier :

Le président du comité désigne un rapporteur parmi une liste de fonctionnaires et de magistrats, fixe le délai de présentation du rapport et du projet d'avis. Le rapporteur rédige un rapport et un projet d'avis. Il a, pour cela, accès à tous les documents administratifs utiles au règlement du litige, il peut interroger les parties, oralement ou par écrit, et se déplacer sur autorisation du président du comité. Comme les membres du comité, les rapporteurs ne doivent pas avoir eu à connaître antérieurement de l'affaire.

Le comité doit notifier son avis dans les six mois à compter de sa saisine. Des prolongations décidées par le président du comité sont cependant possibles par période d'un mois, dans la limite d'une durée de trois mois.

Séance du comité:

Le rapporteur présente oralement son rapport, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché sont entendus par le comité, ainsi que toute personne dont l'audition peut être jugée utile.

Les parties peuvent s'exprimer elles-mêmes ou choisir d'être représentées par toute personne de leur choix, notamment par un avocat.

Que se passe-t-il après l'audition des parties ?

Le comité ne délibère valablement que lorsque trois membres sont présents, dont le président ou le vice-président, un représentant de l'administration ou de la collectivité et un représentant des entreprises.

Le délibéré est secret et a lieu à huis clos. La décision est prise à la majorité des voix. Le rapporteur a voix consultative et le président de séance voix prépondérante, en cas de partage égal.

7) Suites données à l'avis du CCRA

ARTICLE 8 DU DECRET

Portée des avis

Les comités ne statuent pas seulement en droit. Ils peuvent prendre en compte l'équité pour proposer la solution la plus appropriée aux parties.

Les avis rendus par les comités ne s'imposent pas aux parties : celles-ci demeurent libres de le suivre ou non.

Suites données à l'avis

L'avis du comité est notifié au pouvoir adjudicateur ainsi qu'au titulaire. Il est transmis, pour information, au ministre chargé de l'économie et, le cas échéant, au préfet concerné.

La suspension des délais de recours prend fin le jour suivant la notification au titulaire de la décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur.

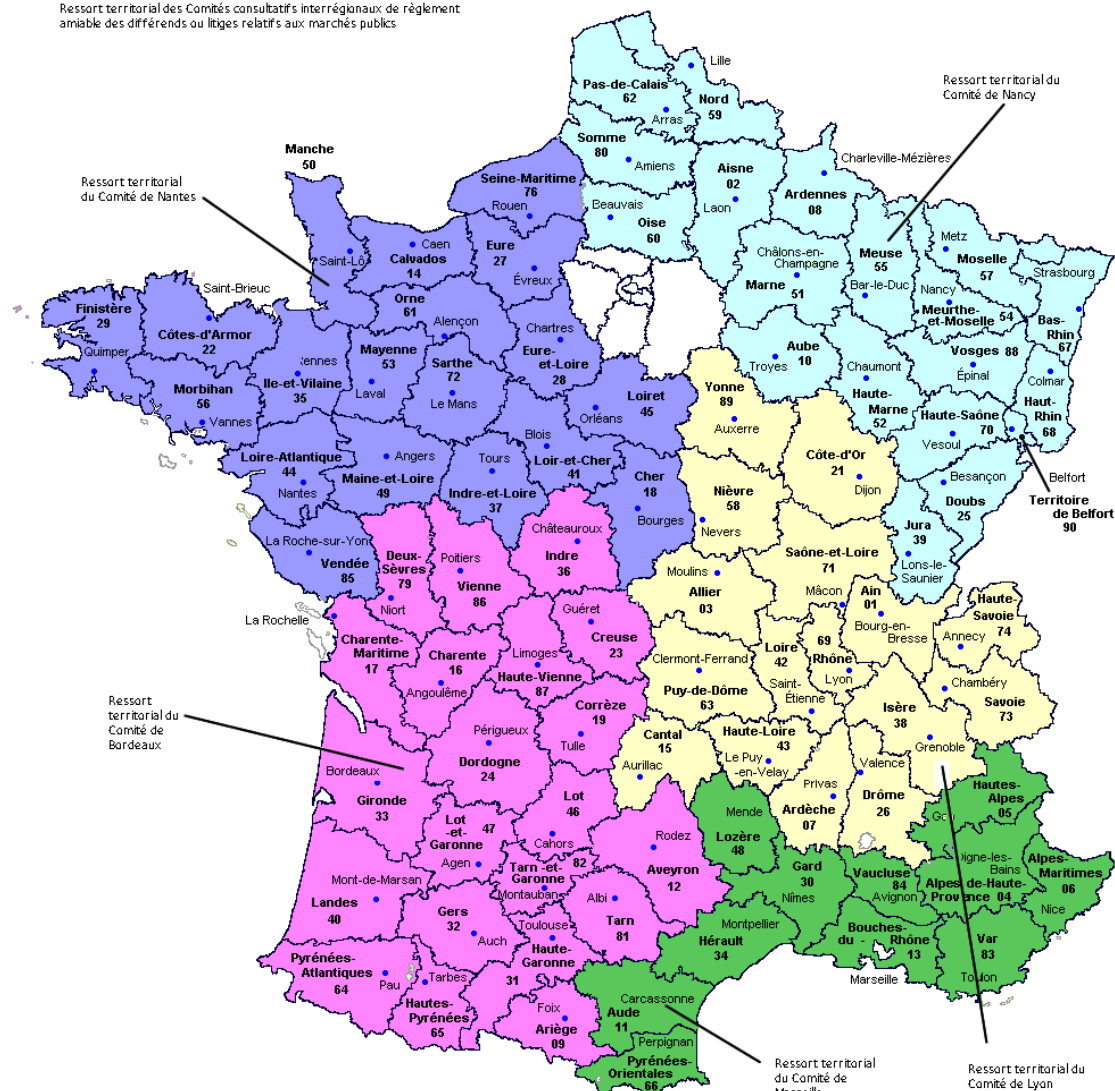
Le ministère de l'économie indique sur son site que si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une **transaction ou signer un avenant**, si cela est juridiquement possible.

L'acceptation par l'entreprise de la proposition du comité rend définitif le décompte général du marché arrêté conformément à l'avis, sans qu'un avenant soit nécessaire (CE. 4 novembre 2005, Société AMEC SPIE, n°263429)

Si les parties refusent de suivre l'avis du comité, elles peuvent saisir le juge administratif.

Ressort territorial des comités

Ressort territorial des Comités consultatifs interrégionaux de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics



Ressort territorial du Comité de Paris :

- Ville de Paris
- Val-de-Marne
- Seine-et-Marne
- Guadeloupe
- Martinique
- Guyane
- Réunion
- Mayotte
- Saint-Pierre-et-Miquelon

Ressort territorial du Comité de Versailles :

- Yvelines
- Hauts-de-Seine
- Val-d'Oise
- Essonne
- Seine-Saint-Denis



Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

NOR : EFIM1013291D

Publics concernés : acheteurs publics et professionnels (entreprises titulaires de marchés publics).

Objet : règles fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel.

Notice : le présent décret abroge et remplace, en application de l'article 127 du code des marchés publics, le décret n° 2001-797 du 3 septembre 2001 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics. Il fixe la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités, et précise que ces derniers ne connaissent que des différends relatifs à l'exécution des marchés passés en application du code des marchés publics.

Références : le présent décret et le décret qu'il abroge et remplace peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code des marchés publics, notamment son article 127 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et départements, notamment ses articles 66 et 69 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du 29 juillet 2010 ;

Après avis du Conseil d'Etat (section de l'administration),

Décète :

Art. 1^{er}. – I. – Les comités de règlement amiable mentionnés à l'article 127 du code des marchés publics ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends relatifs à l'exécution des marchés passés en application du code des marchés publics.

II. – Un comité national est placé auprès du ministre chargé de l'économie. Il connaît des litiges relatifs aux marchés passés par les services centraux de l'Etat et, lorsque ces marchés couvrent des besoins excédant la circonscription d'un seul comité local, à ceux passés par les services à compétence nationale et les établissements publics de l'Etat autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial.

III. – Des comités locaux sont constitués au niveau régional, interrégional ou interdépartemental par un arrêté du ministre chargé de l'économie. Cet arrêté fixe leur circonscription et désigne le préfet chargé d'arrêter les listes des fonctionnaires, représentants et organisations professionnelles mentionnées aux 2° et 3° du II de l'article 2.

Les comités locaux connaissent des litiges relatifs aux marchés passés par les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics, par les services déconcentrés de l'Etat, et, lorsque ces marchés couvrent des besoins limités à la circonscription de compétence du comité local, par les services à compétence nationale et les établissements publics de l'Etat autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial.

Lorsqu'un comité local est saisi d'un différend relatif à un marché couvrant des besoins excédant sa circonscription de compétence, son président transmet sans délai la saisine au président du comité national qui attribue l'examen de l'affaire à un comité local, si cet examen ne relève pas de la compétence du comité national.

Art. 2. – I. – Le comité national comprend six membres ayant voix délibérative :

1° Un membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de la Cour des comptes, en activité ou honoraire, ayant au moins le grade de conseiller d'Etat ou de conseiller maître, président ;

2° Un membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de la Cour des comptes, en activité ou honoraire, ayant au moins le grade de maître des requêtes ou de conseiller référendaire, vice-président ;

3° Deux fonctionnaires, en activité ou en retraite, servant ou ayant servi dans le département ministériel intéressé par l'affaire soumise au comité ;

4° Deux personnalités compétentes exerçant ou ayant exercé des fonctions dans le même secteur d'activité que le titulaire du marché.

Le comité comprend, en outre, un représentant de la direction générale des finances publiques, qui a voix consultative.

II. – Chaque comité local comprend six membres ayant voix délibérative :

1° Un président et un vice-président, choisis parmi les membres en activité ou honoraires des juridictions administratives ;

2° Deux fonctionnaires de l'Etat, en activité ou en retraite, dont l'un au moins servant ou ayant servi dans le département ministériel intéressé par l'affaire soumise au comité ;

3° Deux personnalités compétentes exerçant ou ayant exercé des fonctions dans le même secteur d'activité que le titulaire du marché.

Pour l'examen des différends relatifs aux marchés des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de leurs établissements publics, les deux fonctionnaires prévus au 2° ci-dessus sont remplacés par deux membres ayant la qualité d'élu ou d'agent des collectivités, groupements ou établissements publics.

Chaque comité comprend, en outre, le comptable public assignataire des paiements relatifs au marché litigieux ou son représentant, qui a voix consultative.

Art. 3. – I. – Le président et le vice-président du comité national ainsi que les présidents et vice-présidents des comités locaux sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'économie sur proposition, selon le cas, du vice-président du Conseil d'Etat ou du premier président de la Cour des comptes.

Leur mandat est limité à trois ans. Il est renouvelable.

II. – Les fonctionnaires mentionnés au 3° du I et au 2° du II de l'article 2 et les représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de leurs établissements publics n'ayant pas la qualité d'élu ont un mandat limité à trois ans et renouvelable. Le mandat des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de leurs établissements publics ayant la qualité d'élu est limité à la durée de leurs fonctions électives.

Ces fonctionnaires et représentants sont choisis, à l'occasion de chaque affaire, par le président, sur des listes nominatives établies dans les conditions ci-après :

1° Les listes des fonctionnaires de l'Etat sont arrêtées, pour le comité national, par le ministre chargé de l'économie, sur proposition du ministre compétent, et pour les comités locaux, par le préfet désigné par l'arrêté mentionné au III de l'article 1^{er}, avec l'accord de l'autorité hiérarchique dont, le cas échéant, ils dépendent ;

2° Les listes des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics, habilités à siéger dans les comités locaux, sont également arrêtées par le préfet désigné par l'arrêté mentionné au III de l'article 1^{er}, sur proposition des autorités dont ils dépendent.

III. – Les listes des organisations professionnelles les plus représentatives appelées à désigner, sur demande des présidents des comités, deux personnalités compétentes pour y siéger en application du 4° du I et au 3° du II de l'article 2 sont arrêtées :

– pour le comité national, par le ministre chargé de l'économie ;

– pour les comités locaux, par le préfet désigné par l'arrêté mentionné au III de l'article 1^{er}.

IV. – Les membres d'un comité ne doivent pas avoir eu à connaître antérieurement de l'affaire qui leur est soumise.

Art. 4. – La direction des affaires juridiques du ministère chargé de l'économie assure le soutien et le secrétariat du Comité national ainsi que l'animation et la coordination des secrétariats des comités locaux.

Le préfet désigné par l'arrêté mentionné au III de l'article 1^{er} désigne le service de l'Etat chargé du secrétariat du comité local.

Les membres des comités ainsi que les rapporteurs sont indemnisés de leurs frais de déplacement, dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux personnels de l'Etat effectuant une mission. N'ouvrent droit à indemnisation que les missions effectuées à la demande du président ou avec son autorisation.

Les rapporteurs, les présidents et les vice-présidents des comités perçoivent des indemnités dans des conditions fixées par décret. Ces indemnités sont prises en charge par le ministère chargé de l'économie.

Art. 5. – I. – Le comité peut être saisi par le pouvoir adjudicateur ou par le titulaire du marché.

La saisine est faite par une note détaillée exposant les motifs du différend et, le cas échéant, la nature et le montant des réclamations formulées. Cette note est accompagnée des pièces contractuelles du marché et de toutes correspondances relatives au différend. Elle est adressée au comité par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou déposée contre récépissé au secrétariat du comité.

II. – Le secrétariat du comité informe l'autre partie de la saisine. Dans le cas des marchés des collectivités territoriales, de leurs groupements ou de leurs établissements publics, le président du comité informe également de la saisine le préfet du département dans lequel la collectivité, le groupement ou l'établissement est situé. Si le différend est relatif à un marché passé par la région ou par un groupement dont la composition excède le cadre d'un département, l'information est adressée au préfet de la région où se situe son siège.

III. – Lorsqu'il apparaît manifeste qu'une demande ne relève de la compétence d'aucun comité ou qu'elle est irrecevable sans qu'une régularisation soit possible, le président peut la rejeter par décision motivée. Il peut également donner acte des désistements ou constater qu'il n'y a pas lieu pour le comité de rendre un avis.

Art. 6. – Les rapporteurs de chaque comité sont placés sous l'autorité de son président, qui en arrête la liste parmi les magistrats de l'ordre administratif ou parmi les fonctionnaires, en activité ou en retraite, avec l'accord des intéressés et, le cas échéant, des autorités dont ils relèvent.

Le président attribue les affaires aux rapporteurs qu'il désigne. Il fixe le délai de présentation du rapport et du projet d'avis dans le respect du délai prescrit à l'article 8 et le nombre de vacations attribuées au rapporteur pour le traitement de l'affaire.

Le rapporteur désigné ne doit pas avoir eu à connaître antérieurement de l'affaire dont il est chargé.

Le rapporteur instruit l'affaire et établit un rapport et un projet d'avis. Il a accès à tous documents administratifs utiles pour le règlement du différend et questionne oralement ou par écrit les représentants des parties. Il peut les convoquer. Dans le cas où le traitement de l'affaire l'exige, le président autorise le rapporteur à se déplacer.

Art. 7. – Le comité siège à huis clos.

Le rapporteur présente oralement son rapport.

Le comité entend le titulaire du marché et le représentant du pouvoir adjudicateur, qui peuvent être assistés par toute personne de leur choix ainsi que toute personne dont le président juge l'audition utile.

Le comité ne délibère valablement que lorsque sont présents à sa séance au moins trois de ses membres ayant voix délibérative, dont le président ou le vice-président et un représentant de chacune des catégories mentionnées, selon le cas, aux 3^o et 4^o du I de l'article 2 ou aux 2^o et 3^o du II du même article. Les questions sont résolues à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président de la séance est prépondérante.

Le délibéré doit rester secret.

Le rapporteur y participe avec voix consultative.

Le secrétaire du comité ou son suppléant assiste aux séances et en dresse le procès-verbal.

Art. 8. – I. – Le comité notifie son avis, dans le délai de six mois à compter de sa saisine. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé par périodes d'un mois, par décision motivée du président, dans la limite d'une durée de trois mois.

L'avis est notifié au pouvoir adjudicateur ainsi qu'au titulaire du marché. Il est transmis, pour information, au ministre chargé de l'économie et, le cas échéant, au préfet destinataire de l'information prévue au II de l'article 5.

II. – La décision prise par le pouvoir adjudicateur sur l'avis du comité est notifiée au titulaire et au secrétaire du comité. Elle est transmise, pour information, au ministre chargé de l'économie.

La suspension des délais de recours mentionnés à l'article 127 du code des marchés publics prend fin le jour suivant la notification au titulaire de la décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur en application de l'alinéa précédent.

Art. 9. – Le décret n° 2001-797 du 3 septembre 2001 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics est abrogé.

Art. 10. – Les présidents et vice-présidents des comités mentionnés à l'article 127 du code des marchés publics en fonction à la publication du présent décret sont maintenus en fonction jusqu'à la date d'expiration de leur mandat. Il en va de même des fonctionnaires et des représentants des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics appelés à siéger dans les comités consultatifs en application des décisions en vigueur à la date de publication du présent décret.

Les listes des organisations professionnelles arrêtées par le ministre et les préfets pour pourvoir à la composition des comités national et locaux sont maintenues dans leur rédaction en vigueur à la publication du présent décret, jusqu'à la fixation des listes prévues au III de l'article 3.

Les comités restent saisis des dossiers dont ils ont été saisis avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 11. – Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 2010.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

CHRISTINE LAGARDE

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration,*

BRICE HORTEFEUX

*Le ministre du budget, des comptes publics,
de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,*

FRANÇOIS BAROIN